



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Papillons
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HMY FRANCE (ex ARM)

Zone industrielle sud
41100 Vendôme

Références : 2024 / 619
Code AIOT : 0010001759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2024 dans l'établissement HMY FRANCE (ex ARM) implanté Rue Marc Seguin Zone industrielle sud 41100 Vendôme. L'inspection a été annoncée le 25/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HMY FRANCE (ex ARM)
- Rue Marc Seguin Zone industrielle sud 41100 Vendôme
- Code AIOT : 0010001759
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement HMY de Vendôme est spécialisé dans la fabrication d'ameublement de surfaces de

ventes de petites séries. L'exploitation se fait sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006.54.9 du 23 février 2006.

L'établissement comporte une activité saisonnière, notamment en novembre où les surfaces de ventes pour le bricolage sont fabriquées pour le printemps. La production est liée principalement à la grande distribution.

HMY emploie environ 300 personnes sur deux sites, le premier, dont il est question ici, présentant essentiellement des activités de travail mécanique des métaux et de traitements de surfaces, le second, voisin du 1er, présentant essentiellement des activités de stockage et de travail du bois.

Les activités exercées sur ce premier site se composent plus précisément :

- d'un atelier de travail de tôles plates ou en tubes,
- d'un atelier soudure,
- d'un atelier de traitement de surface (dégraissage des pièces),
- d'un atelier de peinture (peinture poudre epoxy),
- d'un atelier montage.

L'établissement est ISO 140001, ISO 9001 et OHSAS 18001.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
3	Trappes de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
8	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.7.1.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.1.3.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Dispositif de confinement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.1.3.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Classement des activités exercées	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 1.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Formation/Conduite à tenir en cas d'incident-accident	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.9	Susceptible de suites	Sans objet
6	Protection des installations contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.9	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : Classement des activités exercées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités exercées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les activités de l'établissement de la société HMY (ex-A.R.M.) relèvent des rubriques de la nomenclature suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2565.2.a : traitement de surface des métaux (dégraissage-phosphatant), sans mise en œuvre de cadmium ou de liquides halogénés, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres ==> 20200 litres (régime de l'autorisation) - 2940.3.a : pulvérisation de peintures-poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre étant supérieure à 200 kg/jour => 1300 kg/jour (régime de l'autorisation) - 2560.1: travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des installations étant supérieure à 500 kW => 544 kW (régime de l'autorisation)

- 1220.3 : emploi et stockage d'oxygène, la quantité totale présente dans l'installation étant supérieure à 2 tonnes => 3,813 tonnes (régime de la déclaration)
- 2910.A.2 : installations de combustion fonctionnant au gaz naturel, la puissance thermique maximale étant supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW => 2,64 MW (régime de la déclaration)
- 2920.2.b : installations de réfrigération et de compression d'air, la puissance installée étant supérieure à 50kW et inférieure à 500kW => 339 kW (régime de la déclaration)
- 2564.2 : fontaines de dégraissage utilisant des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant compris entre 200 litres et 1500 litres => 440 litres (régime de la déclaration)

Constats :

lors de la précédente inspection réalisée le 1er décembre 2022, l'exploitant a déclaré l'exercice des activités suivantes :

- rubrique 2565.2.a : traitement de surface des métaux (dégraissage-phosphatant), sans mise en œuvre de cadmium ou de liquides halogénés, le volume des cuves de traitement étant de 12000 litres => régime de l'enregistrement de la rubrique 2565.2 dorénavant ;
- rubrique 2940.3.a : pulvérisation de peintures-poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre étant de 250 kg/j => régime de l'enregistrement de la rubrique 2940.3 dorénavant ;
- rubrique 2560.1 : travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des installations étant de 519,6 kW => régime de la déclaration avec contrôle périodique de la rubrique 2560 dorénavant ;
- rubrique 2910.A.2 : installations de combustion fonctionnant au gaz naturel, la puissance thermique maximale étant de 3,9 MW => régime de la déclaration avec contrôle périodique de la rubrique 2910 ;

L'exploitant utilise dorénavant un solvant de nettoyage de surface à raison de 60 litres tous les 15 jours, ces éléments d'information n'étant pas de nature à engendrer de classement sous les rubriques 2564 et 1978.

Il convient par ailleurs de noter que la rubrique 2920 a été supprimée de la nomenclature des installations classées par l'annexe I du Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018, et ce à compter du 25 octobre 2018. Les activités d'emploi et de stockage d'oxygène relevant dorénavant de la rubrique 4510 ne sont pas exercées sur le site. Aucun classement des activités n'existe donc pour ces deux rubriques.

L'exploitant a consécutivement communiqué aux services d'inspection un bilan mettant à jour les activités réellement exercées au sein de l'établissement au regard des seuils de classement des rubriques de la nomenclature des installations classées. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera par conséquent proposé au préfet afin de modifier l'arrêté préfectoral initial d'autorisation en actualisant le classement des activités.

=> Au vu des éléments transmis et présentés, l'inspection n'a pas de remarque particulière à formuler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 1 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p>
Constats : <p>Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées par le Bureau Veritas entre le 22 mars 2024 et le 5 avril 2024.</p> <p>Le certificat Q18 établi consécutivement mentionne l'existence de quatre anomalies électriques générant un risque d'incendie ou d'explosion. 37 anomalies au total ont été répertoriées au travers de cette vérification.</p> <p>L'exploitant a précisé que les anomalies étaient reprises au travers d'un document interne pour suivi et mise en place des actions correctives nécessaires. Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié avoir engagé les actions nécessaires levant trois des quatre anomalies électriques générant un risque d'incendie, la dernière concernant le logement du gardien et plus particulièrement l'existence de surintensités. L'exploitant a déclaré l'absence d'utilisation de ce logement et avoir coupé son alimentation électrique dans l'attente du devenir de ce dernier.</p> <p>En revanche, la société comporte deux établissements sur la commune de Vendôme (objet du présent rapport, une usine dite métal pour le travail mécanique des métaux, l'atelier de traitements de surface, et l'application de peintures, relevant du régime de l'enregistrement, ainsi qu'une menuiserie relevant du régime de la déclaration). Un rapport commun de vérification des installations électriques est édité par le Bureau Veritas pour l'ensemble des deux établissements.</p> <p>=> Il convient que l'exploitant soit en mesure de présenter un rapport de vérification des installations électriques propre à chaque établissement, ces derniers étant à considérer comme deux entités indépendantes ; l'exploitant doit par ailleurs statuer sur le devenir du logement de gardien et de l'anomalie électrique qui y est associée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Trappes de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La partie supérieure des bâtiments comporte à concurrence d'au moins 2% de la surface de la toiture, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et de la chaleur. Des éléments à commande automatique et manuelle ont une surface calculée en fonction des produits ou matières entreposés et des dimensions du bâtiment (1% minimum). Les commandes des exutoires de fumées sont positionnées à proximité des sorties et sont facilement accessibles. Elles sont identifiées afin de permettre leur repérage à distance.</p> <p>Le bon fonctionnement des commandes de désenfumage doit être vérifié annuellement.</p> <p>L'exploitant doit afficher les plans des zones de désenfumage à proximité des commandes de désenfumage. Ces plans devront être communiqués aux pompiers.</p>
Constats : <p>L'établissement comporte 82 trappes de désenfumage répartis sur une dizaine de cantons. Le dernier rapport de vérification des trappes de désenfumage établi par le Bureau veritas en février 2024 fait apparaître plusieurs anomalies :</p> <ul style="list-style-type: none">• les commandes de trois trappes de désenfumage doivent faire l'objet de travaux de réhabilitation ;• quatre exutoires doivent par ailleurs être remplacés. <p>L'exploitant a déclaré que l'investissement de 20 000 euros correspondant sera mis en oeuvre avant la fin de l'année 2024, probablement début d'automne.</p> <p>Les secteurs "réception" et "Showroom" de l'établissement ne sont par ailleurs pas équipés de trappes de désenfumage. L'exploitant a indiqué avoir pris l'attache de la société RISK PARTENAIRE et BUREAU VERITAS pour déterminer les travaux à exécuter et les montants associés. L'exploitant a déclaré établir consécutivement à la réception de ces éléments le plan d'action permettant d'assurer la mise en conformité de ces secteurs.</p> <p>Il convient également que l'exploitant confirme l'affichage d'un plan auprès de chaque commande de trappes de désenfumage indiquant les secteurs et trappes pilotées.</p> <p>=> Les trappes de désenfumages nécessitent l'engagement d'opérations de réhabilitation et de remplacement pour certains équipements existants ainsi que des travaux d'implantation pour les secteurs "réception" et "showroom".</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.</p> <p>La ressource en eau est notamment constituée de quatre poteaux incendie disposés à moins de 150m de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PI n° 117 - 163 m3/h - 3,3 bar - PI n° 131 - 134 m3/h - 3 bar - PI n° 125 - 242 m3/h - 2,9 bar - PI n° 132 - 120 m3/h - 2,7 bar. <p>A l'issue des travaux d'extension, l'exploitant devra prendre contact avec le centre de secours principal de VENDOME pour la mise à jour du plan d'établissement répertorié.</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis dans l'établissement.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'être en mesure de justifier de la disponibilité de la ressource en eau nécessaire pour l'intervention en cas d'incendie et notamment des débits simultanés des quatre poteaux incendie, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour le PI n° 117 : 163 m3/h - 3,3 bar, • pour le PI n° 131 : 134 m3/h - 3 bar, • pour le PI n° 125 : 242 m3/h - 2,9 bar, • pour le PI n° 132 : 120 m3/h - 2,7 bar, <p>l'exploitant a missionné la société VEND'O pour confirmer ces volumes, l'intervention devant avoir lieu dans les prochaines semaines.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs évoqué la présence, à proximité de l'établissement, d'une réserve incendie de 360 m3 dont la possibilité d'utilisation reste à confirmer en terme de distance et au vu du caractère privé de cette dernière (distance à confirmer, convention à mettre en place le cas échéant).</p> <p>=> L'exploitant doit confirmer les volumes d'eau effectifs utilisables pour l'intervention en cas d'incendie.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs, fixes et autonomes, sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : <p>L'établissement comporte 5 points de rejet, chacun étant équipé d'une vanne guillotine. Lors de la précédente inspection du 1er décembre 2022, la trappe n° 5 a présenté un défaut d'étanchéité lors de sa mise en oeuvre. Cette dernière a fait l'objet de travaux de réhabilitation réalisés par la société TROUILLEBOOT en mars 2023. Testé le jour de l'inspection, le dispositif s'est avéré fonctionner correctement.</p> <p>Le fonctionnement de la vanne n° 1 a également été testé. Néanmoins, le dispositif de fermeture s'effectuant au sein d'une conduite en métal totalement fermée, il n'a pas pu être constaté l'efficacité du dispositif d'isolement du réseau. L'exploitant n'a par ailleurs pas été en mesure de le justifier au travers de l'intervention annuelle de la société SUEZ visant à entretenir le dispositif (opération de graissage semble-t-il mais aucune information sur l'efficacité du dispositif).</p> <p>=> L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer l'efficacité des 5 vannes d'isolement de l'établissement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Dispositif de confinement de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de confinement de l'établissement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité globale minimale de 500 m3. Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ce bassin peut être constitué d'une aire étanche, prévue à cet effet, permettant la rétention en toute sécurité des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les notes de calcul établies et présentées par l'exploitant justifient d'un volume de confinement constitué par la configuration des quais de chargement/déchargement expédition et peintures de l'établissement. Le volume ainsi utilisable se monte à 556 m3.</p> <p>Néanmoins, la topographie du site d'implantation de l'établissement ne permet pas de confirmer que l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie, selon la localisation du sinistre, puisse être confiné après obturation des réseaux, les quais de chargement/déchargement évoqués ci-dessus étant tous deux situés sur la partie est de l'établissement.</p> <p>=> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier être en capacité de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie de l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Formation/Conduite à tenir en cas d'incident-accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.9
--

Thème(s) : Risques accidentels, Formation/Conduite à tenir en cas d'incident-accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>
Constats : <p>L'exploitant fait réaliser des exercices incendie au sein de son établissement deux fois par an. Ces exercices comportent à la fois des exercices d'évacuation du personnel et de mise en situation des équipes d'intervention des différents secteurs avec engagement des procédures d'intervention interne prévues à cet effet selon les consignes de sécurité.</p> <p>Les derniers exercices avec scénario ont concerné un déversement accidentel au niveau d'un quai de chargement/déchargement, une fuite d'hydrocarbure au niveau d'un camion de chargement déchargement, un départ de feu au niveau de l'atelier tôlerie.</p> <p>Chacun de ces exercices a fait l'objet d'un compte-rendu visant à déterminer les points d'amélioration des actions engagées et des procédures. Ces derniers ont été consultés.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des installations contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 3.5.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des installations contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre.</p>
Constats : <p>L'établissement est équipé de deux paratonnerres, chacun relié à un compteur de coups de foudre.</p>

Ces équipements sont vérifiés annuellement par l'APAVE, la dernière vérification complète étant intervenue le 22 novembre 2023. Aucune anomalie n'a été détectée à cette occasion.

Lors de la précédente inspection du 1er décembre 2022, le compteur de coups de foudre situé à proximité de la zone maintenance était incrémenté de deux coups sans qu'une nouvelle vérification des installations de protection contre la foudre ait été déclenchée. Au-delà du renouvellement de la vérification complète des installations de protection contre la foudre, l'exploitant fait dorénavant réaliser des vérifications visuelles mensuelles des compteurs de coup de foudre.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite